

A gauche de la crise : les discours hétérodoxes

Michel Husson, décembre 2013, article soumis à *Economie et Institutions*

Cette contribution prend comme point de départ des débats - que l'on peut considérer comme ésotériques voire exotiques - entre économistes marxistes, principalement anglo-saxons. Elle l'élargit ensuite selon trois dimensions : le retour des idées keynésiennes, la confrontation au déroulé concret de la crise et l'incursion des préoccupations écologiques. Puis elle boucle sur l'idée que la grille de lecture marxiste fait remonter à la surface des questions fondamentales sur le capitalisme contemporain. Il va de soi que cet essai de discours sur les discours reflète un point de vue personnel et qu'il ne cherche pas à les « pondérer » selon leur impact relatif. Le projet de cette contribution est plutôt de suggérer une explication possible de l'écart qui existe entre un argumentaire keynésien ou régulationniste - d'une grande cohérence apparente - et sa faible capacité à « mordre » sur le débat public, sans parler des politiques effectivement mises en oeuvre.

Orthodoxie marxiste

On prendra comme point de départ la thèse du marxisme le plus orthodoxe, voire dogmatique sur la baisse tendancielle du taux de profit comme vecteur principal, sinon unique, de la crise. Une petite parenthèse dans un texte de Guglielmo Carchedi¹, l'un des représentants de ce courant, est significative : « il y a crise, donc baisse du taux de profit » dit-elle à peu près.

Certes, toute récession conduit à une baisse du taux de profit, et il n'y a pas de controverse sur ce point mais la proposition va plus loin : la crise ne saurait être autre chose que l'expression d'une tendance qui se manifeste bien avant. Cette position a conduit à un double débat : un débat abstrait - qui se ramène souvent à une glose des textes de Marx - et un débat plus empirique sur les tendances observées du taux de profit. L'articulation entre les deux porte sur la « bonne » mesure du taux de profit.

Ce débat renvoie en partie un autre débat portant sur la théorie de la valeur et en particulier sur la question de la transformation des valeurs en prix de production. Un courant dit « temporaliste », animé notamment par Alan Freeman et Andrew Kliman², propose depuis plusieurs années une solution au problème de la « transformation » fondée sur l'idée que les prix des *outputs* ne doivent pas être pris comme égaux aux prix des *inputs*, comme c'est le cas dans toutes les critiques d'inspiration « néo-ricardienne » ou « sraffienne » de la théorie de la valeur-travail. Mais les tenants de cette thèse poussent la logique jusqu'au bout et proposent une mesure du taux de profit qui, en pratique, baisse constamment³.

Les économistes marxistes sont cependant partagés sur l'analyse de la dynamique de la phase néo-libérale et donc aussi sur les causes de la crise. Pour les « orthodoxes », la tendance à la baisse du taux de profit se manifestait depuis longtemps et, les moyens de la contrecarrer s'étant épuisés, la crise a éclaté. Mais, pour les marxistes

¹ « *crises (lower profit rates)* », Guglielmo Carchedi, « [Zombie Capitalism and the origin of crises](#) », *International Socialism* 125, 2010.

² voir par exemple : Alan Freeman, Guglielmo Carchedi, [Marx and Non-Equilibrium Economics](#), Edward Elgar, 1996 ; Alan Freeman, Andrew Kliman, Julian Wells, [The New Value Controversy and the Foundations of Economics](#), Edward Elgar, 2004.

³ pour une critique, voir Michel Husson, « [Arithmétique du taux de profit](#) », *note hussonet* n°66, décembre 2013.

« pragmatiques », la période précédant la crise était au contraire caractérisée par une tendance à la hausse du taux de profit qui reposait sur divers facteurs qui ne pouvaient être indéfiniment prolongés : surendettement, baisse de la part des salaires, etc.

Convergences des analyses

Ce premier débat se combine avec une résurgence des thématiques keynésiennes et d'apparentes retrouvailles de Marx et Keynes. Elle se développe selon trois axes : la demande, la finance et l'austérité.

Demande et réalisation. Le premier thème est celui de la « réalisation ». Ce terme, emprunté à la terminologie marxiste, renvoie au débat entre Lénine et Rosa Luxembourg. Mais il recouvre aussi une question économique simple, actuelle et légitime : si la part des salaires baisse tendanciellement, qui va acheter les biens et les services que produisent les salariés ? Il est nécessaire qu'existe la demande sociale correspondante, et cette problématique est celle de Marx dans son étude des schémas de la reproduction. Mais elle établit évidemment une passerelle avec le principe keynésien de demande effective.

Cette question, encore une fois parfaitement légitime, conduit à plusieurs types de réponses. Du côté des marxistes « orthodoxes », la réaction est une crispation qui se manifeste sur deux plans. D'un point de vue théorique, la validité même de la question est niée, au nom des critiques traditionnelles aux thèses « sous-consommationnistes » qui renvoient d'ailleurs à des arguments déjà présents dans les débats des années 1920. En particulier, l'investissement pourrait prendre le relais de la consommation, de manière à assurer les débouchés nécessaires à la reproduction du capital. Comme ce schéma conduirait à dégrader la rentabilité, on retrouve la baisse tendancielle du taux de profit comme cause première de la crise. Mais cette thèse implique de remettre en cause deux tendances essentielles du capitalisme néo-libéral à savoir, d'une part, l'écart croissant entre profit et accumulation et, d'autre part, la baisse de la part des salaires. C'est ce que fait par exemple Andrew Kliman⁴.

Mais on assiste aussi à une convergence entre divers courants hétérodoxes vers une analyse des inégalités comme facteur essentiel de la non-soutenabilité du capitalisme néo-libéral, dont le dernier livre de Joseph Stiglitz est un bon exemple⁵. Ce recentrage propose une analyse beaucoup plus fondamentale qui a en outre l'avantage de dresser des passerelles avec les thématiques écologiques, dans la mesure où la question de la répartition l'emporte sur celle de la croissance.

Finance et déséquilibre. Le poids de la finance dans la dynamique du capitalisme contemporain a conduit à un nouveau rapprochement entre hétérodoxes, où la redécouverte des thèses de Hyman Minsky a joué un rôle essentiel. Il n'est pas utile d'insister sur l'importance de cette thématique qui nourrit les discours sur la crise, qu'il s'agisse d'en analyser la genèse ou de proposer des voies de sortie à travers une régulation de la finance. Mais la convergence assez unanime vers une condamnation des excès de la finance, fondée sur une critique partagée de l'hypothèse d'efficacité des marchés, n'est pas exempte d'ambiguïtés en ce qui concerne la partition entre capitalisme financier et capitalisme « productif ».

⁴ Andrew Kliman, [The Failure of Capitalist Production. Underlying Causes of the Great Recession](#), 2011,

⁵ Joseph Stiglitz, [The Price of Inequality](#), W. W. Norton & Company, 2012 ; traduction française : *Le prix des inégalités*, Les Liens Qui Libèrent, 2012.

Toute la question est de savoir en effet si l'on peut séparer le bon grain de l'ivraie. Pour certains, la finance est purement prédatrice : en ponctionnant le profit et en exigeant une hyper-rentabilité, elle freine la dynamique d'accumulation du capital. Pour d'autres, elle est fonctionnelle au capitalisme néo-libéral dans la mesure où elle accompagne la mondialisation du capital et procure les débouchés nécessaires à travers les revenus qu'elle distribue.

Austérité et absurdité. Le troisième point de confluence des diverses hétérodoxies est la critique des politiques d'austérité budgétaire menées en Europe. Le refus naturel de politiques qui présentent la facture de la crise à celles et ceux qui n'en sont pas responsables constitue un fonds commun relativement consensuel. Mais ce sont surtout des arguments relevant de l'analyse économique qui ont été mobilisés dès le tournant vers la rigueur budgétaire, et qui ont d'ailleurs correctement anticipé la récession qu'il allait entraîner. Le débat qui se déroule au sein même des institutions internationales autour notamment de l'évaluation des multiplicateurs budgétaires a progressivement construit l'apparition d'un consensus très large, qui va au-delà de la simple orthodoxie. Si on laisse de côté les économistes salariés de la Commission européenne⁶ ou de l'OCDE, il est aujourd'hui difficile d'en trouver qui défende explicitement les vertus de l'austérité budgétaire. Cette conjoncture conduit à ce que des économistes marxistes ou marxisants endossent en grande partie le discours critique des keynésiens à l'égard des politiques d'ajustement budgétaire.

Cette triple convergence est cependant en grande partie superficielle. En tout cas, elle ne débouche pas sur des recommandations aussi unifiées que le sont apparemment les analyses critiques.



Source : [The New York Times](#).

Divergences des programmes

On retrouve ici la critique des marxistes les plus orthodoxes visant les projets de relance keynésienne. La cohérence dogmatique décrite plus haut se transfère ici dans une remise en cause des propositions visant à relancer la demande. Au multiplicateur keynésien, certains d'entre eux opposent un « multiplicateur marxiste⁷ » parce que le

⁶ Avec cette exception récente et notable : Jan in 't Veld, "Fiscal consolidations and spillovers in the Euro area periphery and core", European Commission [Economic Papers 506](#), October 2013.

⁷ Guglielmo Carchedi, Michael Roberts, "[The long roots of the present crisis](#): Keynesians, Austerians, and Marx's Law", *World Review of Political Economy*, Vol. 4, No. 1, Spring 2013.

seul moyen de sortir de la crise consiste, du point de vue du capitalisme, à restaurer la profitabilité. Cela pourrait se faire par une dévalorisation massive du capital mais celle-ci reste insuffisante.

La logique profonde du système est alors de recourir à l'austérité salariale, définie au sens large, dont les cibles sont non seulement le salaire direct mais aussi le salaire socialisé et le droit du travail. On verra plus loin pourquoi ils n'ont pas tort sur ce pronostic. Mais leur souhait de se démarquer résolument du keynésianisme les conduit à dénoncer ses partisans qui recouvrent selon eux un très large spectre, puisqu'il inclut toute demande de relance par les salaires ou la dépense publique. Revendiquer une telle relance équivaut à leurs yeux à vouloir à sauver le système sur la base d'une incompréhension fondamentale de son mode de fonctionnement réel. La seule issue progressiste est donc la sortie du système. La bizarrerie de cette position est qu'elle implique que la défense des salaires et des budgets sociaux serait anti- ou au moins non-marxiste.

Mais il est une autre tension qui surgit avec le courant que l'on pourrait par commodité qualifier d'écosocialiste. La critique de l'austérité comme entrave à la croissance risque d'entériner l'idée que le retour à la croissance est une condition de sortie de crise qui permettrait notamment d'« inverser la courbe du chômage ». Tout le débat sur la définition et le contenu de la croissance risque alors d'être évacué, et toute réflexion sur la transition écologique, sur la réduction des inégalités, et sur le rôle de la réduction du temps de travail comme levier de créations d'emplois, est menacée de passer au second plan.

Enfin un troisième point obscur porte sur la question budgétaire : faut-il payer la dette ? Comment financer le déficit public ? Il existe toute une gamme de positions par rapport à cette double question. Une position radicale y apporte une réponse cohérente autour de ce triptyque : annulation de la dette illégitime, socialisation des banques et financement du déficit public en dehors des marchés financiers. Elle s'appuie sur trois idées qui renvoient à l'analyse de la crise et de son éclatement. La première est qu'une partie de la dette est illégitime en ce sens qu'elle provient non pas de dépenses excessives mais de baisses délibérées d'impôts - en faveur des ménages les plus aisés et des entreprises - qui n'ont pas produit les effets attendus. Mais l'annulation d'une partie importante de cette dette aurait un contre-coup immédiatement sur le système bancaire qui devrait être alors socialisé pour « faire le tri » et apurer les comptes. Enfin, il est impossible d'envisager une politique alternative dans un pays qui devrait en même temps conserver la « confiance » des marchés financiers sous peine de devoir emprunter à des taux d'intérêt prohibitifs.

Cette position est sans doute minoritaire au sein de l'hétérodoxie mais elle a le mérite de poser des questions auxquelles peu de réponses satisfaisantes sont apportées. La recommandation minimale consiste à dire, un peu comme le FMI et en pratique la Commission européenne, qu'il faudrait mieux étaler dans le temps la trajectoire de retour à l'équilibre budgétaire. D'autres propositions visent sous des formes diverses à modifier le fonctionnement des institutions européennes pour aller vers une mutualisation des dettes ou anticiper la nécessité de nouveaux *hair cuts*. Mais, outre la question de la crédibilité de telles propositions, elles sous-estiment l'ampleur des annulations de dettes nécessaires pour dégager le paysage, ainsi que l'ampleur de la recapitalisation des banques qui devraient les accompagner.

Retour sur le taux de profit

Les thèses marxistes orthodoxes ont jusqu'ici été présentées de manière plutôt critique, mais elles pointent deux questions importantes. La première porte sur les raisons fondamentales de la divergence, aujourd'hui reconnue comme une évidence, entre le « Nord » et le « Sud » de la zone euro, ou encore entre le « cœur » et la « périphérie ». Pour l'économie dominante, cette divergence résulte d'une croissance non maîtrisée des coûts salariaux dans la périphérie qui aurait conduit à des déséquilibres commerciaux croissants. Et logiquement, la dévaluation interne est présentée comme la principale mesure permettant de réduire ces déséquilibres.

Cette interprétation n'est pas la bonne, et elle a été d'ailleurs rejetée y compris par la Commission européenne⁸, même si elle a vite fait d'oublier ce constat. En réalité, le creusement des déficits commerciaux des pays de la périphérie avant la crise s'explique fondamentalement par une croissance plus rapide de la demande intérieure et donc des importations. Et vice versa, la réduction de ces déficits correspond pour l'essentiel aux effets de la récession sur les importations.

Mais il existe un facteur de divergence plus structurel et plus fondamental qui renvoie à la dynamique du profit. Le taux de profit s'est mis à baisser dans les pays périphériques, pratiquement au lendemain de la constitution de la zone euro, alors que, dans le même temps, il progressait ailleurs (à l'exception de la France où il stagnait). Cette évolution ne découlait pas d'une progression excessive des salaires, puisque la part des salaires a baissé ou est restée constante partout en Europe durant la décennie précédant la crise. Ce qui s'est passé, c'est une perte d'efficacité du capital : l'augmentation plus rapide du capital par tête n'a permis de dégager que des gains médiocres en termes de productivité du travail. C'est exactement la configuration marxiste « classique » d'une baisse du taux de profit enclenchée par une élévation de la composition organique du capital.

Ce constat permet d'éclairer l'apparente absurdité de l'austérité budgétaire. Si son but était de faire reculer significativement le poids de la dette, c'est effectivement un échec flagrant. Mais si son objectif réel est de restaurer la profitabilité, alors les choses vont dans le « bon » sens : la montée du chômage, le gel des salaires et les « réformes structurelles » sont des leviers puissants de rétablissement des marges de profit et de « dégonflement » des Etats-providence. On peut même vérifier que les baisses de coûts salariaux unitaires dans les pays de la périphérie n'ont pas été consacrées à une restauration de la compétitivité-prix mais au rétablissement des marges, y compris à l'exportation⁹.

Forces et faiblesses de l'hétérodoxie

On aurait pu envisager que l'économie dominante subisse le contrecoup de l'échec flagrant de ses principes fondamentaux et que nous redevenions « tous keynésiens ». Les économistes hétérodoxes auraient pu à juste titre trouver, dans les modalités mêmes de la crise, la confirmation de la validité de leur discours critique. Si l'économie *mainstream* a sans conteste trébuché, tout montre qu'elle a vite trouvé un second souffle, moyennant quelques ajustements, et que ses formes les plus dogmatiques continuent de servir de substrat théorique aux politiques menées en Europe. C'est sans doute que la théorie dominante entretient un rapport spécifique avec la vision du monde des

⁸ Commission européenne, [European Competitiveness Report 2010](#), 28 Octobre 2010.

⁹ Odile Chagny, « [La nouvelle gouvernance européenne des salaires](#) », Groupe Alpha, novembre 2013.

dominants et qu'elle est une pièce maîtresse pour la diffusion de l'idéologie néo-libérale et la légitimation des politiques mises en œuvre.



Les économistes dissidents étaient marginalisés. Source : [The New York Times](#).

L'écho relativement faible du discours hétérodoxe s'explique aussi en partie par ses contradictions internes dont il faut tenter d'analyser les ressorts. Apparemment, il dispose potentiellement d'une forte cohérence, dans la mesure où ses propositions sont effectivement en rapport avec son analyse de la crise. Restructuration de la dette, régulation de la finance, réforme fiscale, réduction des inégalités, investissements publics en faveur de la transition écologique, solvabilisation de la demande de services sociaux, refondation de la construction européenne dans le sens de l'harmonisation et de la mutualisation, telles sont les principales têtes de chapitre d'un programme alternatif.

Sur chacun de ces points, il existe un éventail plus ou moins ouvert de propositions allant des plus radicales aux plus réformistes. En ce qui concerne la dette, cela va, comme on l'a déjà remarqué, de l'annulation pure et simple à diverses formes, plus ou moins atténuées, de restructuration. Chaque sous-courant de l'hétérodoxie a le choix de la position du curseur à ses yeux optimale. Contrairement au slogan selon lequel « il n'y a pas d'alternative » on pourrait au contraire parler de surabondance et soutenir que le véritable problème n'est pas de les inventer mais de les combiner.

Et pourtant, malgré cette profusion, le discours hétérodoxe pèse peu dans le débat public et encore moins sur les décisions politiques. Ses partisans sont confrontés à des déceptions successives devant les mesures de régulation prises à doses homéopathiques, qu'il s'agisse de la séparation des activités bancaires ou de la lutte contre l'évasion et les paradis fiscaux. Tout se passe comme si les gouvernements et les institutions européennes simulaient les réformes, en prenant des mesures ne risquant pas de mordre réellement, tout en affichant une volonté délibérée de revenir au *business as usual* et de profiter de la crise pour mettre en œuvre une thérapie de choc.

La raison de fond de ce relatif échec et de cette incapacité à influencer les décisions politiques se trouve peut-être dans cette double proposition de Patrick Artus énoncée dès le début de la crise (mais dont on ne trouve plus trace dans ses contributions ultérieures). Il faudrait, selon lui, que le capitalisme accepte « un rendement plus faible des placements et une rentabilité plus faible du capital » et que la finance renonce aux « actifs artificiels dont le sous-jacent n'aboutit pas au financement d'investissements utiles »¹⁰. C'est effectivement ce qu'il faudrait et ces remarques sont profondément justes. Et la faiblesse majeure de l'hétérodoxie « médiane » est sans doute de ne pas

¹⁰ Patrick Artus, « Et maintenant, que faut-il faire ? », Natixis, [Flash n°42](#), 29 janvier 2008 ; « L'épargne doit financer la croissance », Natixis, [Flash n°87](#), 29 février 2008.

voir que le capitalisme n'est pas prêt à « accepter » ce mode de fonctionnement encadré par d'autres critères. Non pas qu'un état-major s'y refuse comme pourrait le suggérer le terme générique de « capitalisme ». Il s'agit, et c'est peut-être même plus grave, des mécanismes fondamentaux d'un système qui s'est peu à peu, notamment grâce à la mondialisation, libéré de toute emprise des dispositifs institutionnels susceptibles d'organiser et de réguler son fonctionnement.

Beaucoup de propositions hétérodoxes cherchent, consciemment ou non, à contourner cet obstacle en se recentrant sur un travail d'approfondissement des solutions techniques. D'innombrables contributions, notamment en matière de régulation financière et bancaire, entrent, avec un souci impressionnant du détail, dans l'élaboration de dispositifs nouveaux. Ces travaux sont bien sûr d'une importance cruciale parce qu'ils partent d'une critique minutieuse et savante des processus réellement existants et représentent autant d'apports essentiels à la compréhension du fonctionnement du capitalisme contemporain. Ils sont cependant frappés d'un biais spécifique dans la mesure où ils restent centrés sur la finance et la banque comme si les hétérodoxes cherchaient à rattraper un certain retard dans la prise en compte de ces phénomènes. Mais c'est sans doute au prix d'un relatif abandon de leurs points forts, à savoir l'analyse du cœur productif du capitalisme.

Ces tactiques de contournement se heurtent à de nouveaux obstacles. Le recentrage sur des questions techniques conduit en particulier à une inversion entre les fins et les moyens : à force de se concentrer sur les moyens - même s'il est évidemment légitime d'y réfléchir - on en vient cependant à les fétichiser. Le débat sur une éventuelle sortie de l'euro, qui traverse aussi le champ de l'hétérodoxie, se caractérise ainsi par une fixation sur l'outil de la dévaluation qui, en redevenant possible, suffirait à libérer les forces vives des économies nationales. Le débat technique prend alors le pas sur un nécessaire débat stratégique et politique et conduit à recroqueviller les débats dans le champ étroit des spécialistes, en laissant le champ libre aux versions les plus démagogiques. Le discours hétérodoxe devient ainsi moins audible et son écho dans la société s'affaiblit.

C'est encore une fois le reflet de la difficulté majeure illustrée par les propositions d'Artus qui pointent correctement les enjeux. Prenons l'exemple des critiques et des recommandations émanant des cercles keynésiens ou post-keynésiens. L'austérité conduit à la récession et, dans la mesure où l'Europe est globalement *wage-led*, une relance par la demande serait favorable à la croissance et à l'emploi¹¹. Il y a beaucoup d'arguments en faveur de cette thèse, et la critique porte assurément.

Mais il s'agit après tout d'économie politique et la question qui se pose est de savoir pourquoi les élites européennes mènent une politique absolument inverse. Sont-elles mal informées, « analphabètes¹² », ou encore prisonnières de paradigmes obsolètes ? Ou bien sont-elles tout simplement inspirées par une volonté acharnée de préserver les avantages acquis avant la crise, et en particulier leur capacité de capter une partie croissante des richesses produites ?

Le talon d'Achille de la pensée hétérodoxe moyenne réside finalement dans cet écart entre la perception de la profondeur extrême d'une crise systémique et le souhait d'avancer des solutions crédibles et opérationnelles. Il est facile d'être pris de vertige devant la béance de cet écart : les voies d'une véritable sortie de crise, proportionnée à sa gravité, semblent politiquement hors de portée. Ce fossé ressemble à celui qui existe entre les enjeux climatiques et la pusillanimité des politiques menées dans ce domaine.

¹¹ Engelbert Stockhammer, Özlem Onaran, "[Rethinking wage policy in the face of the Euro crisis](#). Implications of the wage-led demand regime", *International Review of Applied Economics*, Volume 26, Issue 2, 2012.

¹² *illiterate*, comme a pu le dire un commentateur anonyme cité par *The Economist*.